

picodent

le journal des Alternatifs Drôme - Ardèche

Juin 2011
N° 8 - 2me année
1 € 50

L'ÉDITO

d'Alba

Résister pour exister !

Depuis le 15 mai, les indignados de l'État espagnol, victimes des politiques d'austérité, occupent la rue. Ils campent dans les principales villes. Un élan de solidarité s'est rapidement manifesté dans le monde entier, de Mexico à Athènes.

Dans la prolongation du printemps arabe, les peuples subissant de plein fouet les politiques de choc néolibérales imposées par les gouvernements, les institutions internationales et le « Pacte européen » résistent contre la dictature des marchés.

En Ardèche et dans la Drôme, les Alternatifs ont participé ces deux derniers mois aux différentes mobilisations dans la rue : santé à Privas, nucléaire à Valence et Cruas, gaz de schiste à Donzère et Villeneuve-de-Berg. Ici et là, le démantèlement des services publics se poursuit implacablement : fermetures programmées des maternités de Die et Privas, de nombreuses classes, etc... Le pouvoir refuse de remettre en cause sa politique du tout nucléaire et impose sans débat l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste. Pourtant un vent de révolte s'est levé en Ardèche pour refuser cette politique du fait accompli. Il y a urgence à engager une transition énergétique et à inverser la logique libérale qui exclut de plus en plus de citoyens. Une alternative au capitalisme est nécessaire, c'est probablement en occupant la rue et en adoptant de nouvelles formes de lutte que nous pourrons l'imposer.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES ALTERNATIFS NANTES (Loire Atlantique)

du 7 au 10 juillet 2011

l'écologie au cœur du projet alternatif

(vous en découvrirez le programme en page 3)

Le nucléaire...

Et après ? ??

(Vous lirez notre dossier pages 4, 5 et 6)



Photo : next-up.org

SOMMAIRE

L'ÉDITO d'Alba p. 1

CULTURE - EXPRESSION - fiche de lecture p. 2

DÉMOCRATIE - programme de l'université d'été des Alternatifs p. 3

DOSSIER - le nucléaire... Et après ? p. 4 et 5

AUTOGESTION - le village des possibles p. 6

RÉSISTANCES - les luttes continuent... p. 7

FÉMINISME - le combat des femmes dans les révolutions arabes p. 8



Coin Lecture, Ciné, Culture

« Travailler moins pour culturer plus... »

Manifeste des économistes atterrés TINA !!!

L'ultralibérale Margaret Thatcher ne cessait de vociférer cet acronyme. There Is Not Alternatives ... il n'y a pas d'autres solutions !!!
Pas d'autres solutions que de confier la gouvernance économique de la planète aux marchés financiers au nom d'une prétendue efficacité.
Pas d'autres solutions que les politiques de rigueur qui étranglent les peuples.

L'actuelle crise est bien d'avantage qu'une crise économique. C'est aussi une crise sociale, sur fond de crises écologique et géopolitique, qui témoigne sans doute d'une rupture historique.
Il faut rouvrir l'espace des politiques possibles et mettre en débat des propositions alternatives et cohérentes.
Manifeste des économistes atterrés - éd. Les Liens qui libèrent - 60 pages - 5,50 €.

Michaël



Pas d'autres solutions qu'une Europe défigurée qui se résumerait à un ultralibéralisme destructeur.
La crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2007 et 2008 n'a pas affaibli cette domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques depuis 30 ans. Or le décalage est aujourd'hui patent entre les affirmations péremptoires des « experts » et la fragilité de leur diagnostic.
Atterrés par ce constat, quatre économistes réputés, rejoints par plus de 700 autres, ont pris l'initiative d'écrire ce manifeste qui dénonce les évidences et soumet au débat leurs contre-propositions.

NOUS ÉTIIONS 5000 AU PLATEAU DES GLIÈRES CETTE ANNÉE...

Un nombre qui ne cesse d'augmenter malgré le froid et la neige. Un moment émouvant, rassemblant autour de résistantEs des temps "modernes", des caissières de supermarché qui depuis des années tentent de sauver leur dimanche, un agriculteur laitier qui peine à survivre avec les prix pratiqués par l'Europe ! Témoignage en direct de Tunisie... et le samedi, Walter, résistant des Glières, S.Hessel, "Cheminots" et "les réquisitions de Marseille" de Luc Joulé... et de multiples espaces de discussions et d'échanges sur les résistances. Soyons nombreux l'an prochain !

Pénélope

LA MARE AUX ANARS

billet de (mauvaise) humeur

LES « MARIE-ANTOINETTE »

« Salauds de pauvres ! » gueulait Jean Gabin dans « la Traversée de Paris » ... « Salauds de chômeurs ! » lui répond Laurent Wauquiez.

Pour les punir d'être, mois après mois, toujours plus nombreux, ce brillant sous-ministre veut les contraindre à travailler dans le « social » !!! ??? – sans être rémunérés.

Travailler un jour par semaine pour son Seigneur et Maître sans être payés... Le génial Laurent vient de réinventer à lui tout seul un impôt bien connu au délicieux parfum d'ancien régime... : la corvée !!!

Il rejoint ainsi la cohorte déjà bien garnie des courtisans prétentieux, des petits marquis et des comtesses poudrées qui gravitent autour de Nicolas le Mal-Aimé ; tristes Marie-Antoinette du quinquennat.

Marie-Antoinette ?

Elles ou ils devraient conserver leur sang-froid pour garder la tête sur les épaules...

Patrocle

Écoutez... avec Jean Ferrat la montagne mp3.mp3



Notre blog a été créé le 20 mars 2010. A ce jour (en 15 mois), il y a eu un peu plus de 30 000 pages consultées et 13 000 visites. Début juin, 360 articles, répartis en une trentaine de rubriques, avaient été publiés. Les records de visite : le 26/02/2011 (jour de la manifestation à Villeneuve de Berg) : 486 visites et février 2011 : 4 500 pages vues. Les échos sont très encourageants et le site est de plus en plus consulté en accès direct.



Bulletin d'abonnement

à adresser à : Picodent, les Bérangères 26400 ALLEX

Ce journal représente un coût assez élevé pour notre petite organisation. C'est pourquoi nous lançons une campagne d'abonnement pour nous permettre d'amortir une partie du budget engagé. Votre modeste contribution peut être une occasion de nous soutenir dans nos engagements militants sociaux, écologiques, féministes, autogestionnaires, internationalistes et altermondialistes.

Abonnement électronique : 5 euros par an / papier : 10 euros par an.

Nom, Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique :@.....

- Je souhaite m'abonner au journal des Alternatifs 26 - 07.
- Je choisis la version électronique.
- Je souhaite recevoir la version papier à mon domicile.
- Je souhaite être informé-e par la liste électronique des activités des Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.
- Je souhaite adhérer ou prendre contact avec les Alternatifs de l'Ardèche et de la Drôme.
- Je souhaite recevoir trois exemplaires de Rouge & Vert (journal national).

picodent

Le journal des Alternatifs 26 - 07

Directeur de publication : Jean SAGNARD,
quartier Sougeyrol 07200 VOGUË
Tél. 04.75.37.76.87

Éditeur : ALTERNATIFS 26 - 07

Publication : imprimerie le CRESTOIS
B.P. 217 - 26400 CREST

Publication bimestrielle Journal édité à 130 exemplaires
<http://alternatifs0726.over-blog.com>

L'ÉCOLOGIE au cœur de l'Université d'été des Alternatifs à Nantes les 7, 8, 9 et 10 juillet

picodentjournalalternatifs@orange.fr

L'hébergement sera assuré à Nantes, les travaux se dérouleront pour l'essentiel également à Nantes, sauf le samedi 9 juillet après-midi et soirée où l'Université des Alternatifs se déplacera sur le site du rassemblement de Notre-Dame-des-Landes.

Transport collectif par car (aller et retour) samedi 9 juillet du site de l'Université d'été à Notre-Dame-des-Landes.

Débats et hébergement : CREPS (site Broussais) - 4 place Gabriel Trarieux 44000 Nantes - Desserte transports en commun : ligne de tramway 1 direction Beaujoire arrêt Mairie de Doulon.

Programme

JEUDI 7 JUILLET

- à partir de 11 h : accueil.
- 14 h : visites proposées par les Alternatifs 44. Ferme autonome - partage de savoir autour de la mécanique - Île de Nantes - biodiversité (jardins) - atelier sur déchets urbains.
- 16 h : plénière.
 - ° Présentation de l'Université d'été et de ses fils conducteurs.
 - ° Problématique générale : pourquoi une Université sur l'écologie (J.-J. Boislaroussie).
 - ° L'enjeu énergétique (Marie-Christine Gamberini).
 - ° Reconversion sociale et écologique de l'économie (Benoît Borrits).
- 17 h 30 : ateliers dans le prolongement des rencontres du début d'après-midi.
 - ° L'agriculture périurbaine représentant d'une association de Bouguenais (44).
 - ° Pollution et déchets (Marie-Odile Crabbe, élue alternative à Besançon, et Maurice Lisouët, membre d'association nantaise et des Alternatifs).
 - ° Éducation à l'environnement (Olivier Sigaud - ISIR).

° « L'Atelier » : une exposition sur les pratiques alternatives en matière d'économie (intervention d'un représentant du Centre d'histoire du travail).

VENREDI 8 JUILLET

MATIN

- 9 h 30 : plénière.
 - ° Décroissance, objection de croissance, alter-développement (Élodie Vieille Blanchard, Stéphanie Treillet - Fondation Copernic-, Olivier Sigaud - chercheur à l'ISIR -, Stéphane Lavignotte - ECOREV, auteur de "la décroissance est-elle souhaitable ?").
- 11 h : ateliers.
 - ° Écologie et organisation sociale. Territoires/Villes en transition (Benoît Borrits Commission Autogestion des Alternatifs)
 - ° L'obsolescence programmée (Sylvain Angerand - Amis de la Terre).
 - ° Mer et littoral Alain Le Sann (association Pêche et Développement).
 - ° Alter-consommation (Thierry Folliard - Consom'solidaire et Alternatifs).
 - ° No Gazaran ! (Richard Neuville - les Alternatifs).

APRÈS-MIDI

- 14 : plénière.
 - ° Solidarités Nord-Sud, Est-Ouest, altermondialisme ; oligarchies capitalistes et consumérisme (une personne de la commission internationale des Alternatifs, Gustave Massiah - Crid -, Maxime Combes - UCJS).
- 16 h : ateliers.
 - ° Guerre et environnement (Ben Cramer : "Le débat stratégique"). Écologie et féminisme (commission féminisme des Alternatifs).
 - ° Revenu inconditionnel d'existence (Baptiste Mylondo - économiste, Utopia et objecteur de croissance).
 - ° Agriculture (commission agriculture Alternatifs - Michel Buisson).

SAMEDI 9 JUILLET

MATIN

- 9 h 30 : plénière.
 - Les enjeux d'une alternative énergétique - Débat avec des organisations politiques invitées (pour

les Alternatifs Marie-Christine Gamberini).

- 11 h 15 : plénière.
 - ° Réduction du temps de travail, travailler une heure par jour ? (Pierre Noël - Alternatif-, Frédéric Lebaron - sociologue, Université de Picardie).
 - ° Départ à Notre-Dame des Landes vers 13 h 30/14 h.

APRÈS-MIDI

(sur le site de Notre-Dame-des-Landes)

Les Alternatifs animeront plusieurs ateliers, d'autres seront organisés par les initiateurs du rassemblement. Nombreux stands, débats et soirée festive...

- ° Une reconversion économique sociale, écologique, autogestionnaire (Benoît Borrits - commission autogestion Alternatifs).
- ° Sortir de l'agriculture industrielle : l'exemple breton. Aménagement des territoire et transports ? Intervention au meeting unitaire (pour les Alternatifs - Elodie Vieille Blanchard).

DIMANCHE 10 JUILLET

MATIN

- 10 h : plénière.
 - ° Progrès, contrôle citoyen et populaire, contre pouvoirs, appropriation des savoirs (commission écologie des Alternatifs - Elodie Vieille Blanchard-, une personne de la Fondation Sciences Citoyennes).
- 11 h : ateliers.
 - ° Expertise citoyenne (Elodie Vieille Blanchard et Fondation Sciences Citoyennes).
 - ° La pensée (de Jacques Ellul Stéphane Lavignotte).

- ° Fermer les centrales nucléaires (Marie-Christine Gamberini et Chantal Cuisinier, de Sortir du Nucléaire Cornouaille).
- ° Enercoop / service public ?

APRÈS MIDI

Bilan de l'université d'été et prochaines étapes.

La commission "Éducation des Alternatifs" organisera également, le dimanche 10 juillet après-midi et le lundi 11 juillet, au CREPS, une réunion de travail.

Pour participer à cette Université d'été, il est indispensable de s'inscrire préalablement : en envoyant un chèque d'inscription correspondant au mode d'hébergement choisi à ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris. Ce chèque doit être libellé à l'ordre "Association de Financement des Alternatifs". Les montants forfaitaires proposés valent pour 3 nuits (jeudi 7, vendredi 8 et samedi 9 juillet) pour 3 petits déjeuners et 6 repas.

Tarifs selon mode d'hébergement
 TARIF 1 : mode d'hébergement collectif confortable (chambres de 1 à 4 personnes) au CREPS - 170 €.
 TARIF 2 : hôtel ** - 270 €.
 TARIF 3 : réservé aux personnes à faibles revenus (mode d'hébergement collectif confortable) - 60 €.
 Par ailleurs, le terrain de camping le plus proche se trouve à Saint-Luce (commune limitrophe de Nantes, à 30 mn du site de l'Université d'été).

Pour celles et ceux qui n'ont pas besoin de logement, le prix par repas est de 10 €. Pour les locaux qui souhaitent ou ne peuvent participer qu'à une partie des travaux de cette université, prendre contact par courriel à : 44@alternatifs.org

*Les Alternatifs ont participé...
participent...
participeront...*

- ° 27 avril anti-nucléaire à Cruas...
- ° Gaz de schiste le 7 mai et le 11 juin.
- ° Un Bateau pour Gaza le 18 juin.
- ° Gasland à Crest.
- ° Aéroport de Notre-Dame-des-Landes le 9 juillet.

LE NUCLÉAIRE... ET APRÈS ???

Comme les gaz de schiste, le nucléaire empêche la nécessaire transition énergétique

L'engagement de nos gouvernements depuis 60 ans dans le nucléaire pose de multiples questions d'ordre démocratique, environnemental, social, économique. Outre les énormes risques inhérents à la nature même de l'énergie nucléaire, comme le montre tragiquement la catastrophe toujours en cours de Fukushima au Japon, le nucléaire empêche par ailleurs la nécessaire transition énergétique que nous devons engager dès maintenant.

Un problème psychologique de l'oligarchie pour remettre en cause la politique du « toujours plus »

Le choix du « tout électrique, tout nucléaire » a été historiquement fondé sur des prévisions d'une augmentation massive de la production d'électricité. La planification du programme nucléaire français dans les années 70 s'est ainsi basée sur un doublement de la consommation électrique tous les 10 ans ! Malgré une revue à la baisse très nette de ces prévisions par la suite, nos gouvernements successifs ont toujours refusé de renoncer à une partie de leur programme, conduisant à la surcapacité nucléaire qui perdure de nos jours. Aujourd'hui comme hier, c'est ce dogme du « toujours plus » de consommation et donc de production qui continue de hanter les esprits de notre oligarchie énergétique, au premier rang de laquelle se trouve le corps des mines. Alors que le pic pétrolier et les récentes flambées du prix de l'uranium auraient dû leur ouvrir les yeux et les inciter à

changer radicalement de politique énergétique, on assiste au contraire à une véritable fuite en avant. Au lieu de favoriser la prise de conscience de la limite des ressources énergétiques de notre planète et du gaspillage indécent de nos sociétés occidentales et d'en tirer toutes les conséquences, les pouvoirs publics entretiennent l'idée que nous trouverons toujours une solution technique à nos problèmes énergétiques, à commencer par le nucléaire.

Des choix politiques aux conséquences majeurs

Cette incapacité chronique à pouvoir imaginer un avenir avec moins de besoins en énergie a conduit logiquement

taillées dans le scénario negawatt, avec, par ordre de priorité : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. Les milliards d'euros consacrés aux EPR ou à ITER sont autant de moyens en moins qui n'iront pas à l'isolation des logements ou aux recherches sur les énergies renouvelables, pour ne citer qu'elles.

Une conversion écologique de l'économie retardée

Outre ses conséquences sur notre avenir énergétique, le choix stratégique du nucléaire a également des effets désastreux sur la politique de l'emploi dans notre pays. Alors que la catastrophe nu-

a déjà créé plusieurs centaines de milliers d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables, la France vient de sacrifier récemment sa filière photovoltaïque naissante sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Les gaz de schiste, un autre frein à la transition énergétique

De la même façon que le « tout nucléaire » empêche toute réduction substantielle de la demande en électricité, la potentielle exploitation des gisements de gaz de schiste aurait fatalement le même effet sur la demande en énergie. Elle ferait ainsi baisser le prix du gaz, handicapant par ailleurs d'autant le développement des énergies renouvelables. L'exploitation des gaz de schiste aux Etats-Unis a ainsi déjà causé une baisse de 50 % des investissements dans les énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien.

En résumé, il apparaît aujourd'hui indispensable de reconnaître que la poursuite du développement du programme nucléaire ou l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels dans notre pays nous empêcheront de changer de paradigme énergétique. Une fois ce verrou psychologique sauté, il ne nous manquera plus que la volonté politique pour s'engager collectivement dans un programme de transition énergétique, aussi ambitieux que nécessaire, et bénéfique à tous points de vue. Une perspective autrement plus réjouissante que les pénuries qui s'annoncent si nous ne changeons pas de politique !

Yann LOUVEL
(membre des Amis de la terre) - CREST



le gouvernement actuel à des mesures qui nous éloignent chaque jour un peu plus de la sobriété énergétique : construction d'un premier puis second EPR, illusion de la maîtrise de la fusion nucléaire avec ITER, ou encore les récents espoirs d'exploitation des gisements potentiels de gaz de schiste. Ces choix politiques majeurs sont malheureusement incompatibles avec un engagement clair dans les seules solutions réelles dé-

claire de Fukushima a mis un coup d'arrêt à la soi-disant « relance » du nucléaire au niveau mondial, la France reste bien à la traîne de ses partenaires européens en termes d'emplois « verts » créés. Alors que l'Allemagne

picodent

le journal des Alternatifs 26 - 07

<http://alternatifs0726.over-blog.com>

UNE USINE NUCLÉAIRE AU CŒUR DE ROMANS

Le site nucléaire d'AREVA de Romans-sur-Isère, avenue de la Déportation, se compose de deux installations nucléaires dont les capacités de production à des fins civiles et militaires sont d'environ 750 tonnes par an :

- ° la CERCA est spécialisée dans la fabrication d'éléments de combustibles pour réacteurs nucléaires avec un taux d'enrichissement en uranium 235 qui peut atteindre 93,5%,
- ° la société Franco-Belge de Fabrication de Combustible (FBFC), est spécialisée dans la fabrication de combustibles nucléaires destinés aux réacteurs nucléaires à eau sous pression avec un taux d'enrichissement en uranium d'environ 5%.

Ces deux entités possèdent des autorisations réglementaires de rejets radioactifs chimiques sous forme gazeuse ou liquide. Néanmoins, la Commission Locale d'Environnement qui est chargée des améliorations sur la sécurité du site ne s'était plus réunie depuis décembre 2006.

Lors d'une fuite radioactive sur la CERCA découverte le 17 Juillet 2008, divers dysfonctionnements ont été démontrés sur ce site, localisé à quelques centaines de mètres du centre-ville de Romans, notamment en ce qui concerne les rejets d'effluents radioactifs liquides.

Dans la nuit, la FBFC informe de la découverte de la rupture d'une canalisation de boues radioactives située dans une goulotte en béton, elle-même fuyarde, l'ensemble étant recouvert de dalles en béton non étanches. Cet incident nucléaire est intervenu 10 jours après celui du site nucléaire d'AREVA au Tricastin. Les inspecteurs de l'Autorité de Sécurité Nucléaire constatent que :

La rupture de cette canalisation daterait, selon l'exploitant, de plusieurs années, la date de 1997 est plausible.

L'exploitant a pris des mesures correctives destinées à protéger la zone contre d'éventuelles intempéries.

Ce qui signifie que le lieu de l'évènement est à l'extérieur et soumis aux intempéries !!! Il est inquiétant de se poser la question du devenir depuis plusieurs années du ruissellement de ces eaux pluviales contaminées.

Le dossier complet sur le site AREVA est consultable sur <http://www.next-up.org>

Michaël

Communiqué de la préfecture de la Drôme !!...

« Un exercice nucléaire a été réalisé jeudi 10 Février 2011 afin d'évaluer les dispositifs prévus pour faire face aux situations d'urgence sur le site de la société FBFC (Franco-Belge de Fabrication de Combustibles).

Cet exercice était organisé conjointement par la Préfecture de la Drôme, la Direction de la sécurité civile et l'autorité de sûreté nucléaire(...).

Quelle est la zone de protection de la population ?

Cette zone correspond à un périmètre de 600 mètres autour du site de FBFC. Le périmètre a été déterminé à partir de l'étude de scénarios d'accidents susceptibles de se produire. Il comprend une partie des communes de Romans-sur-Isère et de Saint-Paul-les Romans.

(...) L'alerte des populations est réalisée par le déclenchement de la sirène de l'établissement, audible dans le périmètre de protection. Le signal de la sirène d'alerte comprend 3 cycles d'1 mn et 41 s(...)

Dès que vous êtes alertés par le signal d'alerte, vous devez immédiatement :

Vous mettre à l'abri dans un bâtiment en dur,
Fermer les portes et les fenêtres(...),

Ecouter la radio France Bleue Drôme-Ardèche ou la télévision France 3 Rhône-Alpes afin de prendre connaissance des informations et des consignes du préfet (maintien à l'abri – évacuation – levée de la mise à l'abri – fin d'alerte). »

Un exercice d'alerte sur une zone à risques de 600 m autour d'une usine qui a déjà subi des accidents nucléaires majeurs !!! Pour mémoire quelques centaines de mètres plus loin commence l'agglomération de Romans et 19 Km plus loin celle de Valence.

Et à 55 Km... Grenoble !!! Et porté par un fort mistral soufflant du nord au sud un nuage radioactif atteindrait Marseille en moins de 2 heures après avoir contaminé toutes les grandes villes de la Vallée du Rhône!!!

Gaz de schiste : NE NOUS LAISSONS PAS ENFUMER !

Tout a été fait pour faire croire que l'Assemblée Nationale allait voter une loi interdisant l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste et que tout irait bien dans le meilleur des mondes !

Le lobby des « amis des foreurs » a bien fonctionné. Par le biais d'amendements, l'interdiction n'est plus que virtuelle, les permis ne sont pas abrogés, la consultation du public supprimée. Les députés de l'opposition qui avaient eux aussi déposé une proposition de loi, l'ont bien compris et ont voté contre le texte.

Bien sûr, « notre » député UMP du Sud Ardèche, J.C. Flory, qui se dit contre le gaz de schiste sur le terrain, vote la loi à Paris, comme d'habitude ! Et il ose dire que le problème est réglé ! Il cause moins des fermetures de postes dans l'Éducation

Nationale !

Enfin, le Sénat a étudié la loi le 1er juin et a renvoyé la suite de la discussion à une date ultérieure. La société américaine Schubach Energy LCC a, de son côté, attaqué au tribunal administratif toutes les délibérations des communes interdisant l'exploration des gaz de schiste. Une soixantaine sont visées.

En Ardèche, les réunions à l'initiative des collectifs locaux se poursuivent, la population reste massivement mobilisée.

Après la manifestation de soutien aux maires du 7 mai, des initiatives dispersées géographiquement sont prises le 11 juin. Un gros temps fort est prévu fin août ! Soyons vigilants ! Le combat continue ! No Gazaran !

Daniel

Vous pouvez vous procurer le journal PICODENT...

- * au Chant des Bouteilles à AUBENAS (07),
- * à la Maison de la Presse à JAUJAC (07),
- * au Bar du Centre à JAUJAC (07),
- * au Bar associatif chez Lorette à St-PRIVAT (07)
- * à L'Arrêt Public - café associatif à CREST (26),
- * au Tabac Presse du Pont à CREST (26),
- * au Tabac du Centre à CHABEUIL (26),
- * et auprès des militant(e)s alternatifs.

Une coopérative au service des énergies renouvelables

Du 3 au 21 septembre 2011 à Eurre (Drôme)
Mercredi 21 septembre : journée internationale de la Paix

RENCONTRE AVEC... HELIOSCOP

LE VILLAGE DES POSSIBLES

Un espace éphémère de création, de partage, de sensibilisation et de transmission...

HELIOSCOP est une SCOP de Livron née en 2009 d'une rencontre entre Guillaume Barras, fils de deux des fondateurs de la SCOP Ardelaine, et Christian Poncet, ancien technicien de maintenance à l'usine SETILA à Portes-les-Valence. L'un avait déjà pris une orientation vers les énergies renouvelables, et l'autre était en reconversion professionnelle lorsqu'ils ont monté le projet. Le statut SCOP s'impose aux deux idéologiquement, par rapport à l'orientation qu'ils souhaitent donner à leur entreprise.

HELIOSCOP se monte alors avec l'aide de l'URSCOP, un prêt OSEO, le crédit Coop et des apports personnels équivalents pour les deux sociétaires salariés : la paye est la même pour l'un et l'autre, mais le plus jeune, disposant de fonds personnels, accepte de ne pas se payer pendant 6 mois. Après les 6 premiers mois, la SCOP fonctionne et les deux sont donc payés. Le capital dans lequel il a fallu piocher pour le lancement est récupéré. Au niveau statutaire, tout salarié est sociétaire et doit abonder avec une part qui est fixée par les statuts (petite somme).

Le chiffre d'affaire lié au développement de l'activité photovoltaïque a doublé en un an. Par contre, même si la deuxième année le chiffre d'affaire augmente, le bénéfice reste le même.

En 2011, embauche ponctuelle d'un salarié pour surcroît de travail et prise en charge d'un stagiaire. L'activité est extrêmement dépendante des aides de l'État. Ce qui rend pour le moment la situation assez fragile.

L'activité en elle-même : études énergétiques sur site, afin de pouvoir proposer soit du photovoltaïque, soit du solaire thermique, soit des petites éoliennes de tailles différentes suivant les besoins des particuliers ou entreprises. La diversification des propositions permet à HÉLIOSCOP de niveler la charge de travail sur toute l'année suivant les saisons...

On ne peut que souhaiter longue vie à HELIOSCOP.

Sur le site WWW.colibrienergie.com vous pouvez trouver des nouvelles et des projets de cette SCOP et d'une autre sur Valence.

Créons !

Un collectif de citoyen(ne)s, animés par une envie commune de vivre de manière équitable, responsable, respectueuse de soi, des autres et de l'environnement, souhaite impliquer différents acteurs autour de la question des modes de vie.

Ce village participatif, solidaire et écologique s'organisera autour de plusieurs pôles : alimentation - santé, communication, habitat - énergie, législation, éducation - culture, etc...

Partageons !

Nous proposons à tous les individus, collectifs, associations, entreprises, ou autre, de se joindre à nous pour faire vivre ce village. Assemblons notre énergie et nos idées au service du Bien Commun !

Invitons-nous à enrichir la réflexion collective, mutualiser nos savoirs et pérenniser le lien entre les différents acteurs !

Sensibilisons !

Ce rendez-vous sera un événement vivant témoignant des intérêts et de la faisabilité de nouveaux modes de vie responsables. Il sera un lieu

de mise en commun de nos différentes approches et conceptions de la vie dans le but de débattre, d'informer et d'apprendre.

Les habitants et visiteurs s'inscriront dans une dynamique collective ancrée dans la valorisation et l'enrichissement d'un territoire local.

Transmettons !

Ce potentiel de richesses interculturelles et intergénérationnelles, rassemblées dans cet espace-temps, est une opportunité pour contribuer à l'évolution de nos modes de vie.

Un autre monde est possible, re-bâtissons-le, ré-inventons-le, ré-enchantons-le,...



Pénélope

Villagedespossiblesdrome@laposte.net

Le projet de banque éthique européenne

UNE INITIATIVE DE LA NEF

L LA NEF ? La Société financière de la Nef est une coopérative de finances solidaires qui a été créée il y a environ 20 ans. Son siège social se trouve à Villeurbanne. Nous avons en tant que sociétaires été invités aux assemblées régionales consultatives qui avaient pour objectif de préparer l'AG nationale de mai 2011.

C'est à Crest, chez une emprunteuse de la Nef, que Jacky Blanc, président du directoire de la Nef, et Valérie Dumesny, animatrice de vie coopérative, nous ont présenté l'état et le fonctionnement de cette société financière pas comme les autres.

Nous avons pu enfin (!) comprendre l'articulation de la Nef et du Crédit Coopératif qui, bien souvent dans nos têtes, se confondent... pour la bonne raison que c'est par le Crédit Coopératif que s'effectue l'ouverture de comptes courants et de livrets Nef. En effet, la Nef n'étant pas une banque de plein exercice, s'est associée au Crédit Coopératif pour pouvoir proposer ses services. D'un autre côté, la Société financière de la Nef, grâce à un agrément de la Banque de France, exerce une activité de collecte d'épargne (bloquée minimum pendant 25 mois) et de crédit à plus-value environnementale, sociale et culturelle.

De ce fait, elle dispose de deux types de ressources : celles qu'elle collecte directement via le capital, les dépôts à terme et les plans d'épargne, et celles dont elle dispose via la convention avec le Crédit Coopératif donnant

droit de tirage sur 75 % des dépôts sur comptes chèques de la Nef et 90 % des dépôts sur livrets.

Les ressources collectées directement permettent à la Nef de réaliser des prêts. Le montant des crédits débloqués en 2010 correspond d'ailleurs presque exactement au montant des dépôts à terme et plans d'épargne Nef gérés en direct par la Nef.

Par contre, comme les ressources collectées via les comptes chèques ne peuvent être gérées directement par la Nef et que les coûts sont élevés lorsque les taux d'intérêts des marchés financiers internationaux sont bas, elles n'ont pu être utilisées en 2010 (22.425 comptes chèques et 108 millions d'€ d'en-cours sont donc restés inutilisés par la Nef parce que ces taux étaient au plus bas).

En revanche, les livrets Nef ont pu, eux, être utilisés comme prévu dans la convention. Mais on peut aussi regretter que moins d'un livret Nef soit ouvert pour deux comptes courants Nef - Crédit Coopératif.

C'est forts de ces informations que nous comprenons la difficulté pour une société financière éthique de fonctionner librement. Après plus de trois années de travail entre la Nef et un partenaire italien, Banca Etica, sur un projet de fusion, celui-ci a décidé de ne pas donner suite pour des raisons qui lui sont propres, mais bien en lien avec la crise économique.

La Nef se retrouve face à son destin et devant de nouveaux choix de développement. Riches de ce travail en commun, de l'expérience partagée et de tout ce qu'elle a capitalisé pour être une banque éthique en France, la Création de la Banque Ethique Européenne répond à une nécessité pour la Nef d'assumer la responsabilité bancaire direc-

te avec sa clientèle, relation qui modifierait profondément le modèle économique de la Coopérative. Ce modèle est aujourd'hui déséquilibré par des ressources venant de comptes non gérés par la Nef, sans qu'elle puisse bénéficier de l'activité économique qui pourrait en découler.

L'enjeu pour nous citoyens, est de nous inscrire comme acteurs de ce projet. Des comités locaux se constituent afin de le présenter et ainsi de fédérer des groupes d'individus prêts à s'engager comme coopérateurs. Permettre de justifier une demande de création de banque éthique et souveraine et la solidité de ce projet, c'est en effet avec la question des finances (mais qui est lié au capital, donc aux sociétaires), la question du nombre qui permettra la concrétisation de la BANQUE ETHIQUE EUROPEENNE.

Vous êtes intéressé par ce projet ?

RENDEZ-VOUS

à la salle des Acacias à CREST (Drôme)

le lundi 27 juin à 20 h 30

penelopie@aliceadsl.fr

<http://WWW.lanef.com/>

courriel : lanef@lanef.com

114 bd du 11 novembre 1918

69626 Villeurbanne cedex

0472690860

Nuit des écoles 2011

Rappelez-vous, le mouvement des désobéisseurs, des enseignants refusant explicitement d'appliquer les mesures de casse de l'école (fichier Base élèves, évaluations CE1-CM2, aide personnalisée, programme réactionnaire...), et qui avaient occupé certaines écoles la nuit pendant l'année scolaire dernière.

Eh bien, dans le prolongement de cette action, la FCPE a initié le 20 mai dernier dans toute la France une nuit des écoles, avec débats à partir des mesures de casse (16000 suppressions de postes, modalités d'évaluation « débilés »).

L'une s'est tenue à l'école de Pont d'Aubenas, dont le collectif d'enseignants résiste courageusement et compte quelques désobéisseurs. On notait une cinquantaine de participants, et, détail important, en plus des militants habituels, la présence d'habitants de ce quartier très populaire d'Aubenas qui sentent bien que l'école reste un des derniers lieux de véritable service public.

Le débat a duré, été très riche, les enjeux de société ont bien été saisis, au delà de l'école, dans tous les domaines du vivre ensemble.

Il est apparu indispensable de se réapproprié le mot « collectif » et d'envisager des actions à partir de ce terme, qui seules permettent le changement de rapport de forces contre l'atomisation néo libérale en cours.

Daniel

SEGPA : LA LUTTE CONTINUE !

DIE - MATERNITE, CHIRURGIE, SIGNEZ !

Le verdict tombera au mois de juillet. Plus que jamais nous appelons à signer la pétition sur le marché du samedi, dans les commerces **ou sur le blog**.

A ce jour, nous comptabilisons 3 206 signatures pour réclamer « que les autorisations de fonctionnement pour la maternité et la chirurgie (ouverte 24 h/24 et 7 jours/7) soient accordées pour cinq ans. »

Contacts : jean-pierre.rambaud3@wanadoo.fr
Blog : <http://www.collectifhopitaldie.org>

Le combat des femmes dans les révolutions du monde arabe

Des femmes ont prouvé, par leur courage, qu'elles ne voulaient pas être absentes de cette page de l'Histoire. La défense de leurs droits est partie prenante de la construction de ces démocraties. (Extraits de l'article de Adeline Farge, publié le 24/02/2011 - l'Express)

Tunisie

"Depuis le premier jour, les femmes sont descendues dans les rues pour réclamer la liberté, la dignité et mettre fin au régime de Ben Ali", raconte sans étonnement Nadia Chabaa-ne, membre de l'Association des Tunisiens de France. Le 29 janvier, l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) et l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement (AFTURD) ont organisé, à Tunis, une marche pour l'égalité et la citoyenneté... Habib Bourguiba après l'indépendance de 1956, garantit aux femmes un statut particulièrement avancé pour le monde arabe. Le Code de la famille a... aboli la répudiation et la polygamie. Aujourd'hui, les Tunisiennes bénéficient du taux d'alphabétisation le plus élevé d'Afrique et les filles sont majoritaires dans les universités. Pourtant, des inégalités subsistent et les femmes continuent de lutter pour l'obtention d'une égalité réelle devant la loi. Alors que la construction de la démocratie en Tunisie doit se faire avec les femmes, peu d'entre elles sont présentes dans le gouvernement de transition, mis à part le ministère de la Culture et celui de la Femme.

Algérie

Le credo des femmes algériennes? La liberté ne se donne pas, elle s'arrache. "En Algérie, il y a eu des générations de femmes à chaque combat. Elles étaient aux premières lignes des mouvements pour la démocratie le 12 février", s'exclame Asma Guenisfi, présidente de l'Association des femmes euro-méditerranéenne contre les inégalités et les intégrismes. Simples citoyennes, mères de famille, étudiantes ou responsables des associations Djazaïrouma et Wassila, toutes sont descendues dans les rues pour crier leur ras-le-bol de la misère sociale et réclamer le respect de leurs droits de citoyennes... Les Algériennes demandent à cor et à cri l'abolition du Code de la famille, inspiré de la Charia et une réelle politique vis-à-vis des femmes: "Elles en ont ras-le-bol d'être tenues sous silence, souligne Asma Guenisfi. Lors de la manifestation du 12 février, des femmes ont été maltraitées et arrêtées". .. En 2005, Bouteflika a consenti quelques changements mais les femmes ont toujours ce statut de mineure, qu'elles soient ministres ou juges".



Yémen

Une femme est également au cœur de la fronde que traverse le Yémen: Tawakel Karman est une des héroïnes des manifestations. Membre du comité central du parti islamiste Al-Islah, elle a été l'instigatrice des mouvements de soutien à la révolte populaire en Tunisie et d'appel au changement dans le régime yéménite. Directrice de l'organisation locale "Femmes journalistes sans chaînes", elle a été brièvement arrêtée le 23 janvier à Sanaa, la capitale. Des manifestations se poursuivent pour réclamer des réformes politiques et la démission du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis trente ans.

Extraits recueillis et article préparé par **Françoise** (Romans 26)

Irak

"Le gouvernement irakien devrait faire attention. Il existe toute une armée de femmes qui n'ont ni travail ni argent et sont prêtes à descendre dans la rue si rien n'est fait pour améliorer leur sort", confiait Madia al-Rawai, membre de l'Iraqi Women's Association, au The National, un journal des Émirats Arabes Unis. A Bagdad et ailleurs, des milliers de veuves, en particulier, se battent au quotidien contre la pauvreté et le chômage dans une société dominée par les hommes.

Égypte

Asmaa Mahfouz est devenue l'emblème de la Révolution égyptienne et, à 26 ans, la femme la plus célèbre du Caire. Sur Youtube, elle a exhorté "tous les hommes et toutes les femmes à quitter leurs écrans et à se rassembler dans les rues du Caire", pour protester contre le régime corrompu de Hosni Moubarak. ...Sur la place Tahrir, 1 manifestant sur 5 était une femme, selon Ghada Shahbandar, militante de l'Egyptian Organization for Human Rights (Organisation Égyptienne des droits de l'Homme). "Les plus âgées comme les plus jeunes, issues de toutes les couches sociales, étaient présentes au côté des hommes"... La seule nouveauté est que "les hommes n'ont pas discuté de la présence des femmes sur la place Tahrir, "C'est avant tout une révolution de la justice et de la liberté. Les droits des femmes sont indivisibles des droits de l'Homme." (Nicole Savy)

Arabie Saoudite

Les femmes d'Arabie Saoudite mènent un combat sur Internet. Des cybermilitantes ont lancé le 16 janvier sur Facebook une campagne en faveur du droit de vote des femmes au scrutin municipal d'octobre 2011. Cette pétition, intitulée "Mon pays" a recueilli en trois semaines 3.500 signatures. Pour autant, les conseillers municipaux n'ont qu'un rôle consultatif. "Notre objectif n'est pas de remporter les élections mais d'être les égales des hommes", confie la cybermilitante Hatoun al-Fassi.

